

Un toit pour toutes et tous !

A Bruxelles comme ailleurs en Belgique, les problématiques liées au logement sont de plus en plus importantes. Les loyers ne cessent d'augmenter poussant les locataires à y consacrer une part toujours plus importante de leurs revenus. Le loyer moyen est passé de 346€ en 1992 à 695€ en 2013... Tandis que le revenu mensuel moyen d'un.e isolé.e touchant des allocations ou le CPAS est de 800€.

Le nombre de SDF a lui aussi fortement augmenté, allant jusqu'à atteindre 5.000 personnes. Pendant ce temps le nombre de logements vides serait compris entre 15.000 et 30.000. S'il y a des SDF ce n'est donc pas dû à une fatalité mais bien à une volonté politique de mettre la propriété privée au-dessus du droit au logement. La spéculation immobilière joue un rôle prépondérant de ce nombre élevée de bâtiments abandonnés. En effet, en laissant volontairement des logements inoccupés les gros.ses propriétaires rendent l'offre virtuellement plus faible que la demande ce qui engendre... une hausse des loyers!

Bien entendu, du côté des sans-papiers la situation est encore pire. Pour eux et pour elles, le simple fait d'exister sur le territoire Belge voire européen peut être illégal. Baladé.e.s d'un endroit à l'autre, tous les politiques et propriétaires semblent toujours vouloir les éloigner de leur niveau de compétence ou de leurs propriétés. Rien que cet hiver, on dénombre au moins une dizaine d'expulsion de squats abritant des sans-papiers dont deux grandes occupations expulsées à Molenbeek et à Schaerbeek qui ont marqué les esprits par les moyens de répression utilisés pour mettre à la rue des femmes, des hommes et des enfants dehors en plein hiver sans aucune intention de relogement. Au contraire, certaines de ces personnes se sont faites mettre en cage dans des centres fermés ou reconduites à la frontière où elles vivront pour la plupart le même calvaire durant des années voir une existence éternelle.

La situation dans les sociétés de logements sociaux n'est guère meilleure. Nombres de logements publics restent eux aussi à l'abandon pendant que près de 50.000 ménages restent sur des listes d'attentes, parfois des années. Ces sociétés de logements publics n'hésitent pas à expulser les locataires qui ne peuvent plus payer et sont bien souvent plus expéditives que les propriétaires privés à virer les squats.

Face à cette situation nous n'attendons rien de l'état. Ses réponses restent toujours les mêmes: répressions, contrôles et mesures médiatiques ridicules. Les procédures d'expulsions de squats et de locataires sont de plus en plus expéditives. Des projets de loi visant à criminaliser les plus pauvres en punissant le squat sont régulièrement remis sur le tapis. Autre exemple: la loi Onkelinx de 1993 permettant aux bourgmestres de réquisitionner les logements vides n'a presque jamais été appliquée. D'autre part la ville de Bruxelles elle-même possède de nombreux bâtiments vacants.

Notre réponse aux problématiques de logements se veut directe, autonome et mise en œuvre par les premier.es concerné.e.s. Nous prônons l'occupation des bâtiments vides, tant pour y habiter que pour y mener des activités, y créer des espaces de rencontres, de discussions, de créations. Ces espaces se veulent autogestionnaires, horizontaux et libérés autant que possibles des rapports marchands ainsi que des oppressions racistes, sexistes, homophobes, transphobes et autres dominations qui régissent actuellement la société.

Nous ne nous laisserons pas intimider par la répression.
Organisons-nous collectivement pour
lutter contre les expulsions de
squatteur.euse.s et de locataires!

Un toit pour toutes et tous!

C' est pour défendre ces revendications que nous appelons, comme l' année dernière, à venir manifester ce 21 mars 2017, en cette date symbolique du début de printemps et du début des expulsions de locataires.

Pour nous rencontrer, nous soutenir, discuter...

4 février: nous tiendrons un stand à la soirée Punk du barlok

26 février: 19h table d' hôte au 123, sur la thématique du logement

4 mars: soirée de soutien au 123

Lieu de départ de manifestation à venir

Notre combat politique ne se limite pas au logement, nous combattons également tout les rapports de dominations et d'oppressions. Dès lors les comportements oppressifs en tout genre ainsi que les photographes, policiers ou journalistes malintentionnés sont priés de rester à l'écart de la manifestation. Pour des raisons de respect et de sécurité, ne filmez ou prenez personne en photo sans son accord.

Le collectif PIRATONS BXL

